

**CONSULTATION PUBLIQUE RELATIVE A LA STRUCTURE  
DES TARIFS D'UTILISATION DES RESEAUX PUBLICS d'ELECTRICITE**

Le 24 mai 2016, la Commission de régulation de l'énergie (ci-après « CRE ») a publié une consultation publique à destination des acteurs du marché afin que ces derniers puissent commenter les orientations envisagées concernant la structure des tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité.

Pour le compte d'un grand acteur du marché intéressé par les schémas permettant de raccorder les sites de consommation au réseau public *via* un unique point de livraison (PDL), le cabinet Ravetto Associés souhaite apporter une contribution sur les orientations envisagées par la CRE en page 10 de la consultation, relatives au « *regroupement de points de livraison en basse tension* ».

**SYNTHESE**

A la lecture de la consultation publique, les points suivants méritent d'être relevés :

- le caractère incertain et insatisfaisant de la proposition d'Enedis tendant à regrouper des PDL en basse tension des bâtiments tertiaires neufs destinés à plusieurs occupants ;
- l'intérêt de donner priorité au schéma de raccordement indirect au réseau public des installations de consommation, reconnu par la jurisprudence, la CRE, le CorDiS et Enedis, et privilégié par les promoteurs et gestionnaires immobiliers pour son efficacité et sa souplesse.

**Question 2 : Etes-vous favorable au principe du regroupement en BT, proposé par ERDF ?**

**Question 3 : Si vous êtes promoteur immobilier ou gestionnaire d'immeuble, seriez-vous intéressé par la mise en place de ce dispositif ? Sous quelles modalités ?**

Au point 1.6 de la consultation publique, la CRE présente la proposition d'Enedis consistant à « *regrouper des points de livraison (PDL) en basse tension, afin de répondre notamment aux besoins de modularité dans les bâtiments tertiaires neufs destinés à plusieurs occupants* », en contrepartie d'une composante de regroupement de l'ordre de 100 euros. Elle précise alors que cette proposition « *pourrait constituer une solution susceptible d'intéresser promoteurs et gestionnaires d'immeubles, en leur permettant d'associer modularité de l'espace et possibilité pour chaque occupant de souscrire une offre de fourniture différente* ».

Cette solution n'est pas optimale, à deux égards.

**1. La proposition d'Enedis ne tient nullement compte de la solution existante permettant de raccorder indirectement des installations de consommation au réseau public de distribution.**

Les promoteurs immobiliers et gestionnaires d'immeubles qui développent et gèrent des sites regroupant plusieurs bâtiments comprenant différents lots commerciaux (bureaux, commerces, etc.), sont particulièrement intéressés par le schéma suivant : chaque bâtiment est alimenté à partir d'un point unique de raccordement au réseau public de distribution, les lots faisant ensuite l'objet d'un sous-comptage.

Ce schéma de raccordement correspond à un raccordement dit indirect dans lequel les lots, dit sites en décompte ou hébergés, sont indirectement raccordés au réseau public *via* le point unique de livraison de l'immeuble, dit client de tête ou hébergeur.

A cet égard, il sera rappelé que s'il n'existe pas de texte traitant explicitement le raccordement indirect des installations de consommation, aucun principe n'interdit sa mise en œuvre.

Dès 2003, la CRE a acté l'existence du raccordement indirect des installations de production et des installations de consommation (Communication de la CRE *sur le traitement des sites éligibles indirectement raccordés aux réseaux électriques publics* du 22 mai 2003).

Par ailleurs, le raccordement indirect des installations est mentionné dans la décision du ministre chargé de l'énergie du 7 août 2009 *fixant la date d'entrée en vigueur des tarifs des prestations annexes réalisées sous le monopole des gestionnaires de réseaux publics d'électricité*. Ainsi, l'article 4.11 de l'annexe de cette décision régit la prestation annuelle de décompte et vise les « *installation(s) raccordée(s) indirectement au réseau public de distribution par l'intermédiaire des installations électriques privatives appartenant à un tiers* », sans distinguer les installations de production et celles de consommation.

Ce point a été repris par la CRE à l'article 4.9 de sa délibération en date du 22 mai 2014 *portant décision sur la tarification des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité*.

C'est sur le fondement de ces dispositions que la Cour de cassation a jugé « *qu'aucun obstacle juridique ne s'opposait au raccordement indirect d'une installation de production au réseau public de distribution* » (Cass. Com., 12 juin 2012, n° 11-17344).

Plus récemment, la CRE a eu l'occasion de s'intéresser aux sites de consommation raccordés indirectement au réseau public. Dans sa délibération du 27 novembre 2014 *portant communication sur la fin des tarifs règlementés de vente pour les consommateurs d'électricité dont la puissance souscrite est supérieure à 36 kVA et pour les consommateurs non domestiques de gaz naturel dont la consommation annuelle de gaz naturel est supérieure à 30 000 kWh*, le régulateur a précisé que :

*« Les décomptants sont des clients indirectement raccordés au réseau de distribution via le réseau intérieur d'un utilisateur (hébergeur) raccordé directement au réseau public de distribution. [...] »*

Le Comité de règlement des différends et des sanctions de la CRE (ci-après le « CoRDIS ») a confirmé que :

*« il n'existe aucun obstacle juridique au raccordement indirect d'une installation de consommation au réseau public de distribution »* (décision du CoRDIS en date du 6 mai 2015 *sur le différend qui oppose la société Valsophia et la société Électricité Réseau Distribution France (ERDF) relatif aux conditions de raccordement d'un projet immobilier*, n° 23-38-14).

Autrement dit, le raccordement en un point unique d'un immeuble multi-occupants est conforme à l'état du droit en vigueur.

L'existence d'instruments de mesure et de comptage permettant de rattacher précisément un volume de consommation à un lot donné et répondant aux normes techniques en vigueur est la seule exigence que doit remplir un tel site de consommation (*cf.* en ce sens la communication de la CRE en date du 22 mai 2003 précitée<sup>1</sup>).

---

<sup>1</sup> « A l'égard de ces questions, les installations complexes regroupant plusieurs sites éligibles sont dans une situation analogue à celle d'un site éligible unique, dont le responsable souhaite pouvoir attribuer précisément l'alimentation de différentes parties de ses installations à différents fournisseurs et à différents responsables d'équilibre. Pour qu'il en soit ainsi, chaque partie à identifier doit seulement être équipée des appareils de mesure et de comptage répondant aux exigences de précision et de fiabilité compatibles avec le mécanisme de responsable d'équilibre. Une telle situation peut se rencontrer sur un site comprenant à la fois des installations de consommation et des installations de production bénéficiant ou non de l'obligation d'achat ».

Enfin, comme rappelé dans la délibération de la CRE du 27 novembre 2014 et la décision du CoRDiS du 6 mai 2015 précitées, la faculté de chaque occupant de l'immeuble de choisir librement son fournisseur reste ouverte par le biais de la prestation annuelle de décompte qu'il peut demander au gestionnaire du réseau public de distribution (prestation F370 figurant au catalogue des prestations annexes proposées par Enedis).

En considération de ce qui précède, le schéma aujourd'hui admis de raccordement indirect des installations de consommation permet aux promoteurs et gestionnaires d'immeubles « *d'associer modularité de l'espace et possibilité pour chaque occupant de souscrire une offre de fourniture différente* » (consultation publique, p. 10), sans qu'il soit nécessaire d'envisager une nouvelle solution de regroupement de PDL.

Enedis ayant récemment publié un *Contrat de Service de Décompte (CSD) pour un site de consommation raccordé indirectement au Réseau Public de Distribution HTA* (document « ERDF-FOR-CF\_21E » publié le 1<sup>er</sup> septembre 2015), il est surprenant qu'elle ne se soit pas inscrite dans le cadre déjà existant pour proposer à la CRE une solution permettant de répondre aux besoins de modularité dans les bâtiments tertiaires.

**2. Alors que le raccordement indirect des installations de consommation présente des avantages certains, le regroupement de PDL tel qu'envisagé par Enedis est source de complexité.**

Le schéma de raccordement indirect des installations de consommation intéresse particulièrement les promoteurs et gestionnaires immobiliers pour son efficacité en matière de construction et sa souplesse.

En premier lieu, il est appréhendé comme une solution expédiente permettant un raccordement au moindre coût. En ce sens, le CoRDiS a rappelé que la mission de service public du gestionnaire de réseau de distribution doit être exercée « *en conciliant le respect des règles régissant l'exploitation du réseau et l'accès des tiers avec un objectif de recherche du meilleur coût* », pour conclure qu'en l'espèce le raccordement direct n'était pas « *la solution technique la plus économique pour garantir au demandeur l'exercice des droits qui lui sont légalement reconnus* » (décision en date du 12 décembre 2011 sur le différend qui oppose la société Cogestar 2 à la société Electricité Réseau Distribution France (ERDF) relatif aux conditions de raccordement d'une installation de cogénération n°242-38-11, confirmée par l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 18 avril 2013, n°RG 2012/02114).

Dans la consultation publique du 24 mai 2016, la CRE reconnaît elle-même que, « *dans certains cas, la solution de moindre coût pour le raccordement pourrait être un raccordement à un réseau intérieur. Cela sera probablement le cas dans certains bâtiments résidentiels ou tertiaires existants, où, en raison de la configuration des lieux, le raccordement via l'installation électrique intérieure pourrait s'avérer significativement moins coûteux qu'un raccordement direct à un réseau public de distribution* » (p. 8/50).

En deuxième lieu, il convient de rappeler que le raccordement indirect du site de consommation ne génère aucune perturbation supplémentaire sur le réseau public, le besoin de consommation en énergie étant indépendant du type de raccordement.

Dans le même sens, la circonstance que les clients décomptants règlent l’acheminement à l’hébergeur ne semble pas impacter le tarif d’utilisation des réseaux. Acquitté par l’hébergeur, le tarif prend en effet en compte les puissances souscrites pour couvrir la consommation de ce dernier mais également celle de chaque décomptant.

En troisième et dernier lieu, le raccordement indirect peut être un outil utile s’inscrivant parfaitement dans la politique énergétique définie aux articles L. 100-1 et suivants du Code de l’énergie, dès lors qu’il facilite la réalisation de montages visant à promouvoir le développement des énergies renouvelables. A titre d’exemple, ce type de raccordement a déjà été pensé dans le cadre de projets consistant à installer des panneaux solaires sur la toiture de sites de consommation pour produire de l’électricité à des fins d’autoconsommation voire d’injection du surplus sur le réseau.

Tout au contraire, la solution proposée par Enedis et envisagée par la CRE dans la consultation publique est source de complexité. La notion de « regroupement de points de livraison en basse tension » n’est pas suffisamment explicite et semble de surcroît insuffisante et difficile à mettre en œuvre.

Ainsi, à la lecture du premier paragraphe du point 1.6 de la consultation publique, la proposition d’Enedis consisterait à regrouper des PDL physiques visant à alimenter plusieurs sites de consommation d’une même entreprise dans un bâtiment tertiaire neuf multi-occupants. Or, cette solution serait insuffisante dans la mesure où elle exclurait *a priori* les bâtiments existants et ne permettrait pas d’optimiser le raccordement de plusieurs entreprises occupant le même immeuble.

Au surplus, cette solution ne pourrait que difficilement s’adapter à la « vie locative » de l’immeuble tertiaire, le changement de locataires devant conduire Enedis à faire évoluer en permanence les regroupements de PDL.

En définitive, il paraît inadéquat de remplacer une solution de raccordement aujourd’hui consacrée par la jurisprudence et le régulateur, et appréciée des promoteurs et gestionnaires immobiliers, par un schéma de regroupement de PDL *a priori* insatisfaisant et source de complexité, notamment dans sa mise en œuvre pratique.

\* \* \*